

de persuader l'Office canadien des provendes de l'Est de transférer l'excédent de grain dans les espaces libres des élevateurs terminaux de l'Est du Canada, ou bien si ces espaces sont été exclusivement réservés au mouvement des provendes de l'Ouest?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je vérifierai les dates exactes. Des allocations et des réservations d'espace sont bien sûr effectuées chaque année avant la fermeture de la voie maritime. L'espace n'a pas manqué au début de la saison et je ne crois pas qu'on ait interdit d'y emmagasiner ce maïs à cause de réservations antérieures.

* * *

LES AFFAIRES PROVINCIALES

TERRE-NEUVE—L'OPPORTUNITÉ D'UN MESSAGE AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Ma question s'adresse au secrétaire d'État en sa qualité d'intermédiaire habituel entre les dirigeants du gouvernement fédéral et ceux des gouvernements provinciaux. Puisque, en vertu de la constitution, le gouvernement du Canada a charge de voir à la paix, à l'ordre et à la bonne administration du pays, le ministre a-t-il transmis au lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve le message portant que les conseillers de cet honorable dignitaire ont perdu la confiance de l'Assemblée législative de cette province et qu'il doit s'ensuire certaines formalités prévues dans la constitution?

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA RÉVOCATION D'UN PERMIS D'EXPORTATION DE SOUS-MARINS MINIATURES

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): En l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, je poserai ma question à son secrétaire parlementaire. Est-il vrai qu'on a révoqué un permis de sortie de l'International Hydrodynamics de Vancouver pour l'exportation de sous-marins miniatures en Union soviétique? Dans l'affirmative, peut-il nous en donner la raison?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question n'est pas bien formulée. De toute façon, le secrétaire parlementaire peut y répondre au nom du ministre.

M. Bruce Howard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le gouvernement est bien conscient de l'importance de ce sujet pour le pays et la société en cause. Les réponses du ministère sont habituellement fournies à la Chambre les mardi, jeudi et vendredi. Je serai heureux de transmettre la question au ministre et d'essayer de trouver une réponse satisfaisante pour demain.

[M. Danforth.]

• (3.10 p.m.)

LE CANADA ET LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES DES É.-U.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, pour éviter tout malentendu, j'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ce que le gouvernement entend par un règlement général par opposition à des négociations bilatérales en rapport avec la surtaxe. Nous dira-t-il à quelle sorte de règlement général le Canada est disposé à contribuer, dans le sens où il y a fait allusion dans sa déclaration à la Chambre plus tôt cet après-midi?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. Comme le chef de l'opposition le sait, les États-Unis, face au grave problème de la balance de leurs paiements, ont dû prendre certaines mesures pour se défendre. Ils étudient donc des moyens à prendre pour sortir d'embarras avec divers pays, surtout avec le Japon et le Marché commun européen, comme aussi, j'en suis convaincu avec certains pays d'Europe, comme la Grande-Bretagne, ainsi qu'avec le Canada. Nous avons tous été priés de travailler à la solution de ce problème, afin que les États-Unis puissent reprendre leur position multilatérale, supprimer les restrictions commerciales et, après avoir résolu le problème de la balance des paiements dont j'ai parlé, poursuivre la libéralisation du commerce qui est dans notre intérêt bien compris.

L'hon. M. Stanfield: Puis-je demander plus précisément à l'honorable représentant quel apport le Canada a été prié de faire en vue d'un règlement général?

L'hon. M. Sharp: Diverses discussions ont eu lieu, dont l'une portant sur les devises. Sous ce rapport, comme le chef de l'opposition le sait, le ministre des Finances prétend qu'en faisant flotter ses devises il y a quelque temps, le Canada s'est déjà conformé à cette exigence des États-Unis. Ces derniers réclament également certaines modifications dans les politiques commerciales de divers pays. Des demandes nous ont été formulées et nous les examinons. Les Européens et les Japonais en examinent d'autres. J'espère que nous serons tous en mesure de nous entendre et que les États-Unis pourront se retrouver bientôt dans une situation normale.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OFFRE AMÉRICAINE D'ÉQUIPEMENT ÉLECTRONIQUE

M. Jack McIntosh (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que le secrétaire d'État américain, M. Laird, a dernièrement offert aux pays de l'OTAN de l'équipement électronique et du matériel moderne afin de contrer le renforcement des forces armées soviétiques dans l'Atlantique Nord et dans la Méditerranée, puis-je demander si le président des États-Unis a fait la même offre au Canada au cours des entretiens qui ont porté sur ce sujet la semaine dernière selon le premier ministre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): De quelle même offre s'agit-il?